



# MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Gendarmerie nationale

POLE JUDICIAIRE  
DE LA GENDARMERIE NATIONALE

**BUREAU D'APPUI OPÉRATIONNEL**  
5 bld de l'Hautil - Caserne Lange  
CS 60036  
950001 CERGY-PONTOISE CEDEX  
☎ : 0178473082

## REGLEMENT DE LA CONSULTATION

N° 2025-07 PJGN/BAO du 6 mars 2025

Établi en application de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018  
et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant code de la commande publique

### ACCORD-CADRE A PROCEDURE ADAPTEE

**Prestations d'étalonnage, thermométrie et maintenance des équipements  
pour les besoins des laboratoires forensiques de la Gendarmerie.**

## DATE ET HEURE LIMITES DE RECEPTION DES OFFRES

**26 mars 2025 à 12H00**

Le présent règlement de consultation comporte 11 pages numérotées de 1 à 11

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - OBJET DE L' ACCORD-CADRE.....</b>	<b>4</b>
- Objet de l'accord-cadre.....	4
- Nomenclature.....	4
- Estimation du besoin.....	4
<b>ARTICLE 2 - BASE JURIDIQUE DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>4</b>
- Forme de la consultation.....	4
- Textes généraux de référence.....	4
- Etendue de la consultation.....	4
<b>ARTICLE 3 - NATURE DE LA PRESTATION.....</b>	<b>4</b>
1. Allotissement de l'accord-cadre.....	4
<b>ARTICLE 4 - PRISE D'EFFET DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 5 - FINANCEMENT DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 6 - LIEU D'EXECUTION DE LA PRESTATION.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 7 - GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 8 - ENGAGEMENT DU CANDIDAT.....</b>	<b>6</b>
- Durée de validité des offres.....	6
- Prestations supplémentaires .....	6
- Langue utilisée dans les offres.....	6
- Devise.....	6
- Conditions de visite du site par les candidats.....	6
<b>ARTICLE 9 - RETRAIT DU DOSSIER.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 10 - Renseignements complémentaires.....</b>	<b>7</b>
- Demandes d'information.....	8
- Forme de réponses de l'administration.....	8
- Modification du dossier de consultation.....	8
<b>ARTICLE 11 - PRESENTATION DE L'OFFRE.....</b>	<b>8</b>
- Dépôt des offres.....	9
- Copie de sauvegarde .....	
- Documents constitutifs de la candidature.....	9
- Documents constitutifs de l'offre.....	10
- Sanctions pour fausses déclarations.....	11
<b>ARTICLE 12 - ANALYSE DES PROPOSITIONS.....</b>	<b>11</b>
- Analyse des candidatures.....	11
- Analyse des offres.....	11
- Critères de choix de l'offre économiquement la plus avantageuse.....	11
<b>ARTICLE 13 - ACCEPTATION DES CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>12</b>

## ARTICLE 1 - OBJET DE L' ACCORD-CADRE

### 1.1 - Objet de l'accord-cadre AC

Le présent accord-cadre a pour objet la prestation d'étalonnage, de thermométrie et de maintenance des équipements utilisés pour les besoins des laboratoires forensiques de la Gendarmerie Nationale.

Il prend la forme d'un accord-cadre à bons de commande conformément aux articles R2162-2 alinéa 2 et suivants du CCP (partie réglementaire du code de la commande publique CCP).

### 1.2 - Nomenclature

Le code de classification du vocabulaire commun des marchés (code CPV) est :

- pour l'objet principal : 50411000 Services réparation appareils de mesure
- pour l'objet secondaire : 50000000 maintenance/ajustage

### 1.3 - Estimation du besoin

Le montant de l'accord-cadre est sans valeur minimale et un maximum estimé à 171 600€ TTC sur l'ensemble des prestations des deux lots et la durée d'exécution de l'AC. Cette estimation est mentionnée à titre indicatif et ne peut en aucun cas engager l'administration.

## ARTICLE 2 - ETENDUE DE LA CONSULTATION

### 2.1 - Forme de la consultation

La présente consultation est passée suivant la procédure adaptée en application de l'article R2123-1 du décret n°2018-1075 déjà cité (partie réglementaire du code de la commande publique CCP). Elle fait l'objet d'une publication au bulletin officiel des annonces de marchés publics (BOAMP).

### 2.2 - Textes généraux de référence

- ♦ le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (C.C.A.G./F.CS.) approuvé par arrêté du 30 mars 2021.
- ♦ et toute réglementation actuellement en vigueur.

### 2.3 - Clause incitative pour la promotion des achats responsables dans les marchés et la vie des affaires

« Certification achats responsables »

Dans le cadre de l'amélioration de la démarche RSE (responsabilité sociétale des entreprises) opérée par le titulaire, il est précisé que le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer est détenteur du label « relation fournisseurs achats responsables » (RFAR) adossé à la norme ISO 20400/2017 « Achats responsables – lignes directrices » délivré par la médiation des entreprises et le Conseil National des Achats (CNA).

Afin d'harmoniser les bonnes pratiques établies entre tous les fournisseurs et sous-traitants intervenant dans ses marchés publiés, le représentant du pouvoir adjudicateur invite l'ensemble des titulaires desdits marchés à se conformer à la norme ISO 20400/2017 et aux exigences de la charte « Relations Fournisseurs Responsables » et au label RFAR et / ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engagera à informer le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer de toute démarche entreprise en la matière, et notamment la signature de « charte RFR », puis le dépôt d'un dossier de candidature au label susmentionné et de l'éventuelle obtention de celui-ci, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400/2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises – en association avec le Conseil National des Achats – vous accompagne dans cette démarche.

Pour toute information : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

## 2.4 - Etendue de la consultation

La présente consultation est un élément contractuel revêtant un caractère immuable.

## **ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE LA CONSULTATION**

### **1.1. Allotissement de l'accord-cadre**

Le présent accord-cadre est alloti.

Les candidats pourront répondre à un ou deux lots.

- LOT 1 : Matériels ASQ
- LOT 2 : mallettes SPCQ

Il est mono-attributaire pour chaque lot.

### **2. Type de prestations**

Les prestations de services courants sont décrites dans l'article 4 du Cahier des Clauses Particulières (CCP).

### **3. Soumission SO**

### **4. Option et variante**

En application des articles R2151-8 et R2151-9 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018, les options et les variantes ne seront pas autorisées

### **4.1. Prestations supplémentaires SO**

## **ARTICLE 4 - PRISE D'EFFET DE L'ACCORD-CADRE ET DUREE**

L'accord-cadre prendra effet à compter de sa date de notification. Il s'achèvera au 31/12/2028. La période de lancement des bons de commande sera notifiée par ordre de service.

## **ARTICLE 5 - FINANCEMENT DE L'ACCORD-CADRE**

Le présent marché est financé sur le budget de fonctionnement titre III du RPA représentant du pouvoir adjudicateur.

## **ARTICLE 6 - LIEU D'EXECUTION DE LA PRESTATION**

L'exécution du présent accord-cadre s'effectuera selon les lots et la prestation sollicitée par bon de commande, soit dans l'usine du candidat soit sur le site du PJGN à l'adresse ci-dessous :

# POLE JUDICIAIRE DE LA GENDARMERIE NATIONALE PJGN

CASERNE LANGE  
5 BOULEVARD DE L'HAUTIL  
BP 60036  
95300 PONTOISE

## ARTICLE 7 - GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES

Conformément aux dispositions de l'article R2142-19 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, les soumissionnaires pourront présenter leur offre sous la forme d'un groupement conjoint ou solidaire.

Toutefois, en vertu des dispositions de l'article R2142-3 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 en cas d'attribution du marché et pour la bonne exécution de celui-ci, le groupement devra prendre la forme du groupement solidaire dès notification de la décision par le RPA.

Par ailleurs, en application des articles R2142-4 et R2142-23 du décret précédemment cité, les soumissionnaires ne pourront présenter plusieurs offres, en agissant à la fois en qualité de soumissionnaires individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

La sous-traitance est admise au titre de la présente procédure. Les entreprises soumissionnaires pourront recourir à la sous-traitance conformément aux articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique en vigueur.

En cas de sous-traitance déclarée au moment de l'offre, l'obligation de production des documents demandés s'étendra à l'entreprise sous-traitante. En conséquence, l'entreprise soumissionnaire devra produire tous les documents mentionnés à l'article 10.1 du présent règlement de la consultation pour chaque sous-traitant, ainsi qu'un formulaire DC 4 (ou DUME).

## ARTICLE 8 - ENGAGEMENT DU CANDIDAT

### 8.1 - Durée de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **quatre-vingt dix (90) jours** à compter de la date limite de leur réception.

Toutefois, à l'échéance de ce délai, le représentant du pouvoir adjudicateur RPA pourra demander aux soumissionnaires de maintenir leur offre pour un nouveau délai. En cas d'acceptation notifiée par écrit au RPA, les soumissionnaires seront engagés par leur offre jusqu'à l'échéance de ce nouveau délai. Si aucune décision n'était notifiée aux soumissionnaires avant son expiration, ces derniers seraient déliés de leur engagement.

### 8.2 - Langue utilisée dans les offres

Les propositions des candidats seront obligatoirement et exclusivement rédigées en langue française.

### 8.3 - Devise

Les prix seront fixés en euros, hors taxes et toutes taxes comprises, précision faite du taux de TVA applicable et en vigueur.

## 8.4 - Conditions de visite du site par les candidats

SO

## ARTICLE 9 - RETRAIT DU DOSSIER

### 9.1 - Retrait du dossier sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE)

Le retrait des dossiers se fera directement sur la PLACE à l'adresse suivante :  
<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Conformément à l'article R2132-1 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, le dossier de consultation des entreprises (DCE) est téléchargeable gratuitement sur la plate-forme des achats de l'État PLACE, qui est le profil acheteur retenu. Il est constitué des éléments suivants :

- du formulaire ATTRI1 ou acte d'engagement et de son annexe financière le bordereau de prix unitaires BPU de chaque lot,
- du présent RC règlement de consultation,
- du cahier des clauses particulières CCP et de ses annexes

Le dossier de consultation des entreprises est téléchargeable sur le profil acheteur PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr> rubrique 2025ETALONNAGE

Ce document se présente sous forme d'un fichier téléchargeable portant une extension «zip» (fichier compressé).

La prise de connaissance des documents transmis par l'administration nécessitera l'utilisation par le soumissionnaire de logiciels standards ou spécifiques capables de lire les fichiers électroniques aux extensions suivantes : « .doc » ; « .xls » ; « .pdf » ; « .zip ».

Toute information erronée pourra nuire à la transmission des documents. L'exactitude de ces informations est laissée à l'entière responsabilité du demandeur.

Les frais d'accès au réseau Internet seront à la charge de chaque candidat.

## ARTICLE 10 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

### 10.1 - Demandes d'information

Conformément à l'article R2132-6 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018, jusqu'au sixième jour précédant la date limite de dépôt des offres visées à l'article 11, les candidats pourront demander toutes les précisions qu'ils jugeront utiles à l'établissement de leur offre.

Dans ce cadre, les demandes seront **exclusivement** adressées à l'adresse suivante :  
[www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) (via le profil acheteur PLACE cité ci-avant).

## **10.2 - Forme de réponses de l'administration**

L'administration se réserve la possibilité d'apporter la (ou les) réponse(s) nécessaires via le profil acheteur PLACE **au plus tard six (6) jours avant la date limite de dépôt des offres.**

[www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr).

A ce titre, l'**adresse courriel** indiquée dans le formulaire relatif à l'opérateur économique remis par la PLACE, sera utilisée comme seule voie d'information des candidats notamment sur les éventuelles modifications ou informations complémentaires survenant en cours de procédure. Il appartient au candidat de relever son courrier électronique régulièrement.

La responsabilité du Pouvoir adjudicateur ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps utile.

## **10.3 - Modification du dossier de consultation**

L'administration se réservera le droit d'apporter des modifications au dossier de consultation, **au plus tard six (6) jours avant la date de remise des offres.**

## **ARTICLE 11 - PRESENTATION DE L'OFFRE**

**11-1** - Les offres doivent être exclusivement déposées par transmission électronique via la PLACE

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

pour la remise des plis (candidatures et offres), conformément aux articles R.2332-1 à R.2332-18 du code de la commande publique en vigueur. Dans tous les cas, les envois par courriel ne sont pas acceptés.

Les offres doivent parvenir avant le :

**26 mars 2025 à 12h00**

### **11-2 - Copie de sauvegarde**

Conformément à l'article R. 2132 - 11 du code de la commande publique en vigueur, lorsque le candidat dépose son offre via Place, il est fortement recommandé de transmettre une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB,...) ou papier, avec les indications suivantes :

**Nom de la société :**

POLE JUDICIAIRE DE LA GENDARMERIE NATIONALE  
5 BD DE L HAUTIL  
CS 60036  
95001 CERGY-PONTOISE CEDEX

**A N'OUVRIRE QUE**

**PAR LA SECTION MARCHÉS PUBLICS DU BAO**

**COPIE DE SAUVEGARDE  
2025 ETALONNAGE**

Cette copie sera utilisée dans le cas suivant :

La copie de sauvegarde sera ouverte dans les cas prévus par l'arrêté du 14 décembre 2009 :

- lorsque dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique un programme informatique malveillant (ou « virus ») est détecté par l'acheteur public. La trace de la malveillance du programme est conservée par l'acheteur public ;

- lorsque une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique mais n'est pas parvenue à l'acheteur public dans les délais de dépôt des candidatures et des offres (par exemple : aléas de transmission) ;

- lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique, mais n'a pas pu être ouverte par l'acheteur public.

Les copies de sauvegarde seront détruites dans le cas où elles n'auront pas été utilisées.

*La copie de sauvegarde devra être transmise dans les mêmes conditions de temps que l'offre (cf. paragraphe 13.2. supra).*

### **11.3 - Documents constitutifs de la candidature**

Le candidat devra produire les documents suivants :

- ⇒ Les documents relatifs au pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- ⇒ Lettre de candidature et, en cas de groupement, d'habilitation du mandataire par ses co-traitants (DC 1) dûment et intégralement renseignée ;
- ⇒ La déclaration du candidat (DC 2) dûment et intégralement renseignée et datée, ou tout autre document comportant les mêmes rubriques. Seront notamment indiqués :

↳ la présentation de la société (effectifs, les moyens matériels, moyens mis en oeuvre, organisation des équipes , ... ) ;

↳ le chiffre d'affaires hors taxes global des trois (3) dernières années ;

↳ la liste des marchés similaires de métrologie sur les 3 dernières années ;

↳ les attestations des centres d'étalonnages agréés qui ont certifié les équipements du candidat

⇒ l'attestation d'assurance responsabilité civile en cours de validité ;

⇒ La liste des sous-traitants éventuels (imprimé DC4, joint au présent dossier de consultation, ou tout autre document comportant les mêmes rubriques dûment et



intégralement renseigné, daté et signé par une personne habilitée à engager la société) ;

⇒ En application des dispositions de l'article R.2143-4 du code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) en lieu et place des documents mentionnés ci-dessus.

Les formulaires DC pourront être téléchargés sur le site du ministère de l'Economie et des Finances à l'adresse <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

Si l'offre est présentée sous la forme d'un groupement, toutes les entreprises le composant devront présenter l'intégralité des documents demandés (à l'exception de la lettre de candidature – DC1 – qui est commune).

#### **11-4- Documents constitutifs de l'offre**

Elle comprendra les documents et informations suivants :

⇒ **l'acte d'engagement (ATTRI1)** et son annexe financière dûment complétés, du ou des lots,

Le candidat indiquera distinctement dans le BPU, le prix en euros hors taxes et toutes taxes comprises, précision faite du taux de TVA applicable et en vigueur.

⇒ **le Cahier des Clauses Particulières** sera paraphé et signé par le soumissionnaire retenu avant notification.

⇒ **une note méthodologique** contenant notamment :

↳ la méthodologie proposée pour l'exécution des prestations de chaque lot, notamment les points demandés pour le lot 2 (voir annexe 2C du CCP),

↳ l'attestation du candidat par laquelle les prestations réalisées sont conformes aux normes :

- NF EN ISO / IEC 17025 :2017 : Prescriptions générales concernant la compétence des laboratoires d'étalonnages et d'essais
- NF EN ISO 10012 Métrologie - La fonction métrologique dans l'entreprise
- FD X 07 – 012 : Métrologie – Métrologie dans l'entreprise – Certificat d'étalonnage des moyens de mesure

↳ La description de la technologie utilisée pour réaliser les ajustages,

↳ une copie d'un certificat d'étalonnage conforme et non conforme.

⇒ **l'accréditation COFRAC ou équivalent** du candidat pour les prestations objets du présent AC

Les candidats sont informés qu'ils ont la liberté de présenter leur acte d'engagement signé au moment du dépôt de leur offre.

Cependant, le terme « signature » correspond autant à une signature physique qu'à une signature électronique sécurisée (une signature scannée n'ayant pas la valeur d'une signature électronique) ;

#### **11-5 - Sanctions pour fausses déclarations**

Selon la réglementation en vigueur, un soumissionnaire pourra être exclu temporairement ou

définitivement des marchés passés par le ministère en cas d'inexactitude des renseignements fournis.

## **ARTICLE 12 - ANALYSE DES PROPOSITIONS**

### **12.1 - Analyse des candidatures**

Les candidatures seront analysées conformément au l'article R2144-1 à R2144-7 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

### **12.2 - Analyse des offres**

#### ***12.2.1 - Critères de choix de l'offre économiquement la plus avantageuse***

Conformément à l'article R2152-1 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 sus-visé, les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées. En cas d'absence de la note méthodologique ou de l'annexe financière, l'offre incomplète sera rejetée sans être notée.

L'offre sera jugée globalement, avec un total de 100 points. Les critères retenus pour juger de la qualité des offres sont

- 60 % de la note sur les prix du BPU de chaque lot
- 40 % de la note sur la capacité du candidat à réaliser les prestations des lots 1 et 2 selon les normes en vigueur et accréditées par le COFRAC Comité Français d'Accréditation, en France ou équivalent en Europe.

#### ***12.2.2 – Négociation avec les candidats***

En vertu des articles R2142-16 et R2142-17 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, après le dépôt des offres, de négocier avec les candidats ayant présenté les 3 (trois) meilleures offres initiales, dans les conditions fixées dans l'invitation à la négociation.

Seule, l'offre finale sera prise en considération pour la détermination de l'offre la mieux-disante.

#### ***12.2.3 – Précisions et compléments sur la teneur des offres***

Les précisions et compléments seront présentés via le profil acheteur PLACE.

### **12.3 – Décision finale**

#### ***12.3.1 – Attribution du marché et mise au point***

Conformément aux critères ci-dessus, les offres seront classées par ordre décroissant de l'offre la mieux-disante à celle la moins avantageuse.

Le pouvoir adjudicateur attribuera le présent marché au candidat dont l'offre aura obtenu la meilleure note.

L'attribution du marché au candidat retenu ne sera effective que sous réserve qu'il produise les certificats complémentaires mentionnés ci-dessous dans un délai inférieur ou égal à 5 jours.

A défaut, le R.P.A. s'adressera au candidat suivant dans l'ordre de classement des offres.

#### Documents à produire afin de procéder à la notification

- ✓ une attestation de régularité fiscale directement en ligne à partir de leur compte fiscal, pour les entreprises soumises à l'IS, ou auprès de leur service des impôts gestionnaire ;
- ✓ une attestation sociale auprès des services sociaux ou en ligne sur le site [www.urssaf.fr](http://www.urssaf.fr) ;

Le candidat a toute latitude pour présenter ces documents dès le dépôt de l'offre.

#### ***12.3.2 – Infructuosité du marché***

Il sera fait application du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

### **ARTICLE 13 - ACCEPTATION DES CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

La participation à la présente procédure adaptée vaudra acceptation sans restriction du présent dossier de consultation.